

Quelques questions-réponses sur la proposition de campagne de grève pour le printemps 2015 :

Suite aux premiers débats et échanges sur la proposition de campagne contre l'austérité qui doit culminer en grève illimitée au printemps 2015, nous avons recensé certains des arguments et questions qui revenaient le plus souvent. Nous tenterons ici de leur apporter des éléments de réponse. (*Pour rappel, le mandat adopté à ce jour par les facultés de sciences humaines, sciences politiques et de langues et communication à l'UQAM se trouve en annexe du présent document.*)

Pour toute question, commentaire ou autre, n'hésitez pas à nous contacter à l'adresse suivante: printemps2015ggi@gmail.com

- *Oui, mais c'est trop tôt, on n'aura pas assez de temps pour mobiliser.*
- *Oui, mais on est mieux d'attendre au moins un an.*
- *Oui, mais l'escalade des moyens de pression n'est pas assez longue.*

Bien entendu, nul ne peut nier qu'il serait préférable de disposer de plus de temps pour nous préparer à cette situation et pour appeler à la grève illimitée. Toutefois nous croyons tout de même nécessaire d'aller de l'avant.

Nous ne croyons pas que nous avons le loisir d'attendre et de laisser passer le printemps 2015 avant de commencer la lutte. En effet, le gouvernement libéral actuel vient d'annoncer qu'il visait l'atteinte de l'équilibre budgétaire pour l'exercice 2015-2016. Il ne cesse d'annoncer de nouvelles mesures d'austérité conjuguées à des lois spéciales antisyndicales. Il nous apparaît plus facile de lutter contre les mesures d'austérité dans le cadre de leur annonce plutôt que d'attendre qu'elles ne soient mises en place et vues comme des fatalités.

Notre lutte est en relation directe avec les travailleurs-euses, le milieu communautaire et les sans-emploi. Que ce soit avec le renouvellement des conventions collectives ou les attaques prévues sur les régimes de retraites des employé-e-s des municipalités et des universités, la stratégie gouvernementale semble s'articuler comme celle d'un bulldozer. Personne ne sera épargné. De plus, l'organisation d'une grève sociale le 1er mai permet d'entrevoir un front commun entre les différents syndicats pour lutter contre l'austérité et défendre leurs droits syndicaux. Si nous sautons dans le train du printemps, gageons que nous n'y serons pas seuls.

- *Oui, mais on n'en parle pas depuis assez longtemps à l'ASSÉ.*
- *Oui, mais on n'a pas de matériel d'information de prêt.*

Depuis la fin de la grève de 2012, l'ASSÉ mène une campagne contre l'austérité (austerite.org). Rappelons que la campagne de 2012 s'inscrivait plus largement contre la tarification et la privatisation des services publics. Il ne faut pas se leurrer, les actuelles coupures massives dans le secteur public sont la suite logique des politiques de privatisation et de tarification des services publics mises en place par les gouvernements précédents. C'est à nous de rendre claire que ces politiques s'inscrivent dans cette filiation idéologique. L'ASSÉ vient d'ailleurs tout juste de produire une vaste étude sur l'austérité et la privatisation dans les services publics. Les groupes communautaires et syndicaux produisent également du matériel de mobilisation contre

l'austérité depuis maintenant deux ans (nonauxhausses.org, frontcommun.org). De quoi alimenter des argumentaires intéressants. Bien entendu ce travail se doit d'être poursuivi, mais les coupures massives ont ceci de « positif » : leur impact est plus simple à démontrer que les effets plus perniciose de la tarification et de la privatisation.

Pour qu'une campagne politique soit un succès, nous devons lier l'information à un objectif collectif de mobilisation, que ce soit une grève, une manifestation, une action, etc. Un objectif permet aux militant-e-s hors des structures de se rallier à un projet qui sort du travail normal de maintien de l'organisation. Cela n'assure pas la réussite du projet, mais nous sommes persuadé-e-s qu'associé à la bonne conjoncture, l'objectif commun permet de motiver le travail d'un grand nombre de camarades. Associées, ces trois variables (information, objectif et conjoncture) peuvent nourrir des luttes effectives. C'est en ce sens que des camarades travaillent en ce moment même sur du matériel d'information qui sera prêt début octobre pour mobiliser pour la journée de grève du 31 octobre. À plus long terme, le congrès proposé pour février nous permettra d'évaluer où nous en sommes rendu-e-s. Plutôt que d'attendre l'effervescence, créons-la !

— *Oui, mais les gens sont écoeurés et ne sont pas prêts à entamer une grève illimitée parce que la grève de 2012 est encore trop proche - il y a plusieurs années entre 1996, 2005 et 2012.*

Remarquons qu'en général les étudiant-e-s des CÉGEPs, du fait des calendriers scolaires des écoles secondaires, s'inscrivent massivement dans les institutions collégiales à l'automne. Les inscriptions des CÉGEPs attestent ce fait. Ainsi, une étudiante en soins infirmiers (programme technique de 3 ans) qui serait la plus nouvelle possible au printemps 2012 est fort probablement rentrée en automne 2011 dans son CÉGEP. Si elle a suivi son cursus « normal » de 3 ans, elle a gradué en Hiver 2014. Prenant en considération que la moyenne de durée d'étude est de 2,5 années pour un programme préuniversitaire et de 3,5 années pour un programme technique, la vaste majorité des étudiant-e-s qui ont vécu la grève de 2012 au CÉGEP n'y sont plus ou n'y seront plus à l'hiver 2015. Nous sommes donc dans une situation où nous nous retrouvons avec une population collégiale plus inexpérimentée certes dans la mesure où bon nombre des « vétérans » de 2012 n'y seront plus, mais surtout dans la mesure où l'on voit mal être massivement écoeurée d'une grève que l'on a jamais vécue.

De plus, nombre de ces « vétérans » de 2012 se retrouvent, non seulement à investir massivement les départements et facultés universitaires pouvant se retrouver en grève, mais en plus disposent encore de contacts et d'ami-e-s dans les CÉGEPs. Si de nombreuses campagnes de GGI ont été plus éloignées les unes des autres par le passé, gageons que peu auront bénéficié d'un aussi bon momentum structurel.

— *Oui, mais on ne peut répéter l'échec de 2007 avec la démobilisation qui s'en est suivi.*

Nous ne pouvons qu'être en accord avec ces affirmations. Il est nécessaire d'être réalistes face à nos capacités et notre mobilisation. C'est d'ailleurs précisément pour cela que la proposition comprend un congrès de l'ASSÉ en février qui doit faire le point de la mobilisation sur les divers campus. À ce moment, nous pourrions juger collectivement de

ce qui peut et doit être fait. Nous croyons qu'en ce sens les expériences de 2007 et de 2012 nous permettront de poser un regard lucide sur la situation. Le but de cette proposition n'est pas de foncer vers la grève coûte que coûte. Nous voyons cette proposition de campagne comme un ballon sonde qui permettra d'indiquer la volonté des étudiant-e-s à s'engager dans la lutte que mèneront les syndicats et les milieux communautaires au printemps 2015.

Nous croyons qu'il est nécessaire d'observer l'histoire, mais il ne faut pas non plus s'y perdre. La grève de 2007 nous a en elle-même beaucoup appris, les mouvements sociaux apprennent de leur victoire, mais souvent aussi de leurs erreurs. Nous sommes persuadé-e-s que la peur d'envisager la lutte est une défaite bien plus terrible que l'échec de la lutte elle-même.

- *Oui, mais on n'a pas assez de liens avec les centrales pour peser sur elles.*
- *Oui, mais on ne peut pas lutter à la place des syndicats.*
- *Il y a plusieurs secteurs qui ne sont pas prêts pour ça (notamment dans le privé).*

Le projet de cette campagne n'est pas de lutter à la place des syndicats mais bien de tenter de créer un discours et une pratique qui viendrait radicaliser le discours et la pratique de la lutte syndicale. Avec la grève générale illimitée, l'occupation de l'espace public nous permettra d'articuler les enjeux des luttes des salarié-e-s dans un cadre politique plus large d'opposition à l'austérité, au-delà de la simple défense des intérêts corporatistes. D'un autre côté, il nous est possible de bloquer ou perturber des lieux de travail en solidarité avec les salarié-e-s qui sont soumis-e-s aux lois spéciales les empêchant.

Nous ne devons pas nous leurrer : les directions syndicales vont tenter par tous les moyens d'éviter une confrontation. Elles ont bien trop à perdre d'un conflit sérieux avec l'État - État duquel elles se perçoivent plus comme les partenaires sociaux que comme des adversaires. C'est donc avec la base des syndicats et avec certains syndicats locaux que nous devront construire des solidarités. Des démarches en ce sens sont déjà en cours, il est bien entendu nécessaire de les poursuivre. Nous sommes d'ailleurs optimistes dans la mesure où une partie notable des salarié-e-s organisé-e-s tirent elles et eux aussi les leçons des reculs sociaux de ces dernières décennies, marquées par la concertation.

- *Oui, mais ça ne touche pas au petit nombre des gens ces mesures-là, c'est vague et lointain.*

Mobiliser contre une hausse des frais dans les CÉGEPs signifie tenter de convaincre des gens dont les parents paient les frais, qui ne comptent pas aller à l'université ou qui s'attendent à faire un bon salaire suite à leurs études. Dans le cas d'une mobilisation contre les mesures d'austérité les mesures viennent directement toucher ces personnes. Toutes et tous peuvent comprendre la baisse dramatique de services en éducation et en santé. Plus largement les programmes techniques comme soins infirmiers peuvent être particulièrement touchés dans le cadre de leurs conditions de

travail futures. En faisant le point sur des demandes plus large que le cadre scolaire on vient justement contrecarrer l'idée qui veut que les individus ne font que passer dans le système d'éducation. Les conséquences les suivront bien après leur diplomation.

Par ailleurs, le programme d'austérité des gouvernements libéral et péquiste s'est traduits dans les derniers budgets par des coupures dans le financement des cégeps. Ces coupures touchent directement à la qualité de l'éducation et des services des cégeps québécois tout en poussant les administrations locales à augmenter les frais afférents.

— *Oui, mais c'est une liste d'épicerie, ça nous prend des revendications plus précises.*

Il faut tout d'abord comprendre que, malgré le déferlement des mesures d'austérité dans les dernières semaines il apparaît qu'une bonne part de ces mesures n'ont pas encore été annoncées. Plutôt que d'établir un cahier de revendications incomplet, il nous semble plus juste d'attendre que les annonces du gouvernement se précisent pour pouvoir les attaquer. C'est notamment l'objectif du Congrès d'automne que nous proposons. Nous croyons nécessaire de tenir un front uni contre les mesures d'austérité dans leur ensemble et d'y opposer un projet alternatif qui irait prendre l'argent où il se trouve, dans les poches des compagnies et des riches. En ce sens nous ne croyons pas que nous devrions nous enfermer dans une vision de gestionnaire dans le cadre de cette lutte en nous enfermant dans des cadres de revendications obtus avec une ou deux mesures phares alors que le reste des mesures d'austérité seraient nécessairement vues comme plus acceptables. Identifions les mesures d'austérités, rejetons les en bloc, proposons de financer l'État avec l'argent des riches et, surtout, ne négocions pas notre misère.